



21 ter rue Voltaire, 75 011 Paris
Tél / fax : 01 43 56 36 48
E-Mail : <colcadac@club-internet.fr>

QUESTIONS AUX CANDIDATES ET CANDIDATS A LA PRESIDENTIELLE 2007

Le Collectif national pour les droits des femmes s'adresse à vous, convaincu que vous êtes favorable à une réelle égalité entre les femmes et les hommes, gage d'une société démocratique et solidaire.

Les femmes sont plus exposées à la précarité, aux inégalités et à la misère. Elles sont particulièrement concernées par les politiques menées en matière de santé et d'éducation. Pour ces raisons, la qualité des services publics comme garantie de bien-être et outil de lutte contre les inégalités représente un enjeu particulier pour les femmes.

Nous vous prions de bien vouloir répondre dans les meilleurs délais, si possible avant le 20 mars, à ce questionnaire concernant votre programme.

Violences

- Pensez-vous, comme on l'entend souvent, qu'il « y a tout » dans la législation concernant les violences faites aux femmes. Si non, que manque-t-il ? Comment comptez vous faire réellement appliquer les mesures existantes ?

- Tous les trois jours une femme meurt suite à des violences conjugales. Que comptez vous faire pour empêcher ces meurtres et protéger ces femmes ?

- A quoi, de façon précise et chiffrée, vous engagez-vous en matière d'hébergement, de maintien du droit au bail, pour apporter un soutien d'urgence aux femmes victimes de violences, notamment conjugales ?

- Les violences faites aux femmes ont des répercussions sur tous les aspects de leur vie (psychologiques, relationnels, professionnels, familiaux, matériels, etc...) Que comptez vous mettre en place pour les aider à surmonter ces répercussions ?

- Vous engagez-vous en cas de divorce à supprimer la garde alternée des enfants si l'un des deux parents est auteur de violences familiales ? Trouvez-vous normal que des femmes soient poursuivies et condamnées, à la suite d'un divorce, pour « non-représentation d'enfants » alors qu'elles protègent leurs enfants contre leur ex conjoint, auteur de violences ?

Dans ces deux cas, comment comptez vous résoudre les décisions souvent contradictoires entre le Juge pénal et le Juge civil ?

- Vous engagez-vous à favoriser une politique de reconnaissance du droit d'asile pour les femmes victimes dans leur pays de persécutions, discriminations, violences, étatiques ou pas, en raison de leur sexe, de leur engagement en faveur des droits des femmes, et pour lesbianisme.

- Si vous êtes éluE vous engagez-vous à faire voter dans l'année la loi cadre contre les violences à l'encontre des femmes du Collectif national pour les droits des femmes et à la faire appliquer d'ici un an ? Quels moyens y consacrez-vous ?

Emploi

SALAIRES, REVENUS ET MIXITE PROFESSIONNELLE

- Etes-vous pour un SMIC à 1500 euros net ? Envisagez-vous de créer une allocation d'autonomie pour les 18-25 ans
- Les lois sur l'égalité professionnelle ne sont pas contraignantes, elles ne s'appliquent ni dans la fonction publique, ni dans les PME-PMI, quelles dispositions comptez-vous prendre à cet effet ?
- Quelles autres mesures comptez-vous prendre pour réduire les inégalités de salaires entre les femmes et les hommes (23,9% hors service public) dans toutes les entreprises ?
- Etes-vous pour une mesure imposant un rattrapage salarial systématique entre hommes et femmes sachant que les inégalités salariales « inexplicables » se chiffrent à environ 11% ?
- Envisagez-vous d'instaurer des droits propres à la personne pour que les femmes ne se trouvent pas réduites à des droits dérivés de ceux de leurs conjoints (Sécurité Sociale, RMI, chômage, retraite...) ?
- Quelles mesures mettrez-vous en oeuvre pour accélérer la mixité des filières et des professions?
- Que comptez-vous faire pour favoriser la promotion des femmes et leur accès à des formations professionnelles qualifiantes et rémunérées?

TEMPS DE TRAVAIL

- Etes-vous favorable aux 35h hebdomadaires, sans annualisation ni flexibilité ?
- Etes-vous favorable à une forte majoration des heures supplémentaires au-delà des 35h ?
- Considérez-vous que toute personne à temps partiel, qui le désire, doit pouvoir travailler à temps plein ?
- Quelles mesures envisagez-vous pour lutter contre le travail à temps partiel imposé ?
- Envisagez-vous de porter la cotisation patronale pour le temps partiel à hauteur d'un temps complet ? Etes-vous favorable à la suppression des exonérations de cotisations patronales pour le travail à temps partiel ?
- Etes-vous contre le CNE et toute forme similaire de contrat précaire ?
- Que proposez-vous pour réduire la précarité du travail ? Comptez-vous modifier la législation relative au contrat de travail et comment et pourquoi ?
- Etes-vous pour un droit à une retraite à taux plein après 37,5 ans de cotisation et à une prise en charge par la Sécurité Sociale à 100 % pour toutes et tous ; l'abrogation des lois Fillon sur les retraites et les dernières réformes de la Sécurité Sociale, sachant que les femmes ont été particulièrement lésées avec la mise en place de ces lois ?

CHOMAGE-PRECARITE

- Etes-vous pour la transformation de tous les contrats précaires en CDI, et des contrats à temps partiel en temps complet pour les femmes et les hommes qui le souhaitent ?
- Etes-vous pour un arrêt de toutes les exonérations de cotisations et le paiement d'une taxation supplémentaire par les entreprises pour tous les contrats précaires ?
- Etes-vous pour un revenu minimum garanti égal à 80 % du Smic revalorisé – assorti de cotisations de maladie et retraite - pour tous les chômeurs, les personnes en formation ou à temps partiel ?
- Etes-vous pour l'amélioration des conventions collectives dans les secteurs féminisés où elles sont très insuffisantes, notamment dans les services aux personnes ?

Développez-vous des politiques publiques de prévention en matière de santé ?

IVG-CONTRACEPTION :

- Etes-vous prêts à donner les moyens budgétaires nécessaires : à l'application intégrale de la loi du 4 juillet 2001 ; au fonctionnement des Unités hospitalières qui pratiquent les IVG ; à la création d'Unités spécialisées extra-hospitalières dévolues à la contraception, à l'IVG et à la prévention des IST ; au développement de la pratique de l'IVG médicamenteuse hors hôpital, en particulier dans les Centres de Planification Familiale (CPEF) ; à la revalorisation de la tarification de l'acte d'IVG.
- Organiserez-vous des campagnes nationales annuelles d'information à la contraception en coordination avec les régions et les départements ?

- Favoriserez-vous le remboursement de tous les moyens contraceptifs sur ordonnance ?
- Dégagerez-vous les moyens nécessaires à l'éducation sexuelle et contraceptive dans les collèges et lycées ?
- La représentation française est-elle prête à mettre tout en œuvre au sein des instances européennes pour que les droits des femmes à disposer de leur corps, avortement et contraception, soient reconnus et ne relèvent plus de la compétence de chaque Etat ?

LUTTE CONTRE LE SIDA :

- Organiserez-vous des campagnes annuelles pour toutes et tous sur la prévention VIH?
- Développerez-vous des programmes de recherche sur de nouveaux préservatifs féminins et sur des produits virucides et bactéricides locaux ?

BIOETHIQUE :

- Elargirez-vous l'aide médicale à la procréation (AMP) aux lesbiennes ? aux femmes seules ?
- La loi du marché exerce une forte pression sur la recherche relative à la génétique et aux nouvelles techniques de reproduction. Comment résisterez-vous à la brevetabilité du vivant ?
- Pensez vous que le trafic d'organe et de cellules germinales nécessite une répression spécifique ?

SANTE PUBLIQUE

Avec une politique d'économie de santé, le secteur public hospitalier remplit de moins en moins son rôle de soins aux plus démunis.

- Que ferez vous pour que l'accès aux soins et la qualité des prestations soient maintenus? Que ferez-vous contre l'exclusion des personnes les plus démunies?
- Vous engagez-vous à développer les centres de PMI, la médecine du travail et la médecine scolaire ?
- Vous engagez-vous à allonger la durée d'accueil à l'hôpital après l'accouchement et à en améliorer le suivi ?
- Vous engagez-vous à développer le service public d'aide aux personnes âgées, avec embauche et formation d'un personnel qualifié et construction de maisons de retraites de qualité, sur tout le territoire, proposant des tarifs accessibles à tous.

UN SERVICE PUBLIC DE LA PETITE ENFANCE

- Vous prononcez-vous pour la construction de crèches en y allouant un budget national conséquent ?
- Vous prononcez-vous pour la gratuité des crèches comme c'est le cas pour l'Ecole Maternelle ?
- Vous prononcez-vous pour une contribution des entreprises pour la construction et le fonctionnement de crèches ?
- Vous prononcez-vous pour une contribution à la construction et au fonctionnement de crèches / 1% patronal pour les crèches ?
- Vous prononcez-vous pour le maintien de l'Ecole Maternelle comme une grande école à part entière, de 2 ans à 6 ans ?
- Vous prononcez-vous pour la création de postes dans tous les métiers concernant la Petite Enfance et ce dans la Fonction Publique d'Etat, territoriale et hospitalière ?
- Vous prononcez-vous contre la mesure du gouvernement qui propose d'enlever 2 semaines du congé prénatal pour le reporter sur le congé postnatal et, au contraire, pour le maintien du congé prénatal et pour l'allongement du congé postnatal ?
- L'Allocation Parentale d'Education a été demandé essentiellement par des femmes, on peut considérer que c'est une mesure sexiste, pensez-vous qu'il faille la maintenir en l'état ? Ne pensez-vous pas que les budgets alloués à ce type d'allocation seraient mieux utilisés à la construction de crèches ?

EDUCATION

- Vous engagez-vous à promouvoir de manière systématique la mixité des filières, à interdire les contenus sexistes dans les manuels scolaires et à veiller à la prise en compte du rôle des femmes dans les différentes disciplines scolaires ?

LOGEMENT

- Vous engagez-vous à construire massivement des logements sociaux ?
- Vous engagez-vous à encadrer strictement les montants des loyers et leur augmentation en les indexant sur les salaires ?

TRANSPORTS

- Vous engagez-vous à instaurer la gratuité des transports publics de proximité, pour les chômeurs et les mineurs ?

Famille

- Pensez-vous que les rôles dans la famille, le partage des tâches domestiques et des responsabilités parentales, soient un enjeu politique ? Si oui, que comptez-vous faire à ce sujet ?
- Envisagez-vous de réformer le congé parental dans le sens du modèle scandinave : réduit à un an (éventuellement fractionnable), dont 1 ou 2 mois au minimum pour le père, avec 70% du salaire antérieur, assurance pour la reprise du travail, protection sociale et retraite maintenues ?
- Etes-vous prêt-e à supprimer le contrat de responsabilité familiale ?
- L'augmentation de la grande pauvreté dans les familles monoparentales appelle-t-elle des mesures de protection sociale plus fortes ? Que comptez-vous faire ?

Citoyenneté

- Envisagez vous d'abroger la loi CESEDA? Avez-vous l'intention de régulariser les sans papier-e-s ?
- Les femmes qui obtiennent un titre de séjour en raison de leur mariage ou du PACS ou par regroupement familial pourront-elles voir leur droit au séjour garanti en cas de séparation, de violence ou de veuvage ?
- Envisagez vous d'accorder le droit de vote et d'éligibilité aux immigré-es ?
- Etes vous favorable à l'accès à la citoyenneté de résidence pour toutes et tous ?
- Avez-vous l'intention d'établir une politique d'immigration dans le sens d'une ouverture des frontières liée à une politique de solidarité envers les pays d'origine ?
- Avez-vous l'intention de mettre en place un mode de scrutin proportionnel afin de permettre une meilleure représentativité de la réalité du pays et comment le déclineriez-vous ?
- Quelles structures et quels moyens donnerez-vous à la lutte contre toutes les formes de discriminations ?
- Allez vous mettre en place des outils permettant de rendre publique votre action politique auprès des citoyen-nes afin qu'une évaluation régulière puisse se faire
- Quelle politique de lutte contre les inégalités envisagez vous ? (salaire H/F, immigré/français, ville/campagne...). Comme elle ne peut se faire sans une collaboration entre l'Etat et les collectivités locales, qu'elles sont les outils qui seront mis en œuvre pour la concrétisation ?
- Pour contrer la confiscation des responsabilités politiques au profit d'une classe politique bien circonscrite, et favoriser la participation paritaire des femmes, vous engagez-vous à créer un "statut de l'élue", le cumul des mandats tel que le demandent les associations féministes ?